

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 28/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SFTS

Z.I. LES CHAUX
42450 Sury-le-Comtal

Références : UID4243-EAR-23-257

Code AIOT : 0006103509

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2023 dans l'établissement SFTS implanté Z.I. LES CHAUX 42450 Sury-le-Comtal. L'inspection a été annoncée le 20/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite au passage en "alerte sécheresse" du secteur géographique dans lequel est implanté l'entreprise.

Le suivi des non-conformités de la précédente visite d'inspection (11 octobre 2022) n'a pas pu être abordé de façon exhaustive, un bilan détaillé sera effectué au cours d'une prochaine visite. L'exploitant a toutefois indiqué rencontrer des difficultés avec un prestataire externe pour la mise en conformité des dispositifs de désenfumage (commande passée depuis plusieurs mois mais intervention non réalisée).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SFTS
- Z.I. LES CHAUX 42450 Sury-le-Comtal
- Code AIOT : 0006103509
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SFTS est spécialisée dans le traitement de surfaces "à façon".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prélèvements en eau en période d'alerte sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	/	Lettre de suite préfectorale	8 jours
4	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7	/	Lettre de suite préfectorale	8 jours
6	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	8 jours
7	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I	/	Lettre de suite préfectorale	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 21	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	/	Sans objet
3	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 4.1.1	/	Sans objet
9	Rejets	AP Complémentaire du 10/09/2019, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris du retard dans la constitution de son plan de sobriété hydrique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cas général : réduction de la consommation d'eau : <ul style="list-style-type: none">- moins 25 % en alerte,- moins 50 % en alerte renforcée,- arrêt des prélèvements en crise Sauf si exemption
Constats : L'exploitant a connaissance des dispositions de l'arrêté cadre sécheresse applicable pour le département de la Loire. A la date de la visite objet du présent rapport, la zone hydrographique Forez–Ance-Mare-Bonson est placée en situation d'alerte (arrêté préfectoral du 18 juillet 2023). Préalablement à la visite, l'inspection a contacté le gestionnaire du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) qui a précisé que l'interconnexion de sécurité n'est pas activée => l'eau distribuée sur le réseau AEP qui alimente le site provient bien de la zone Forez–Ance-Mare-Bonson. Afin d'être exempté des dispositions générales imposant une réduction progressive des prélèvements (-25%, -50% et arrêt), l'exploitant a répondu au questionnaire de la DREAL le 16 mars 2023 et a indiqué vouloir bénéficier du régime d'exemption "prélèvements réduits au minimum". Il s'est engagé à constituer un plan de sobriété hydrique (PSH). L'exploitant a précisé que les activités du site vont être arrêtées du vendredi 4 août au mardi 29 août (jour de reprise). Ainsi, sur cette période, aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les opérations exceptionnelles fortement consommatrices d'eau doivent être reportées. Sont exemptées de toute restriction les entreprises qui répondent à l'un des critères suivants : 1) Pour toutes les entreprises : consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000 m3/an et consommation totale inférieure à 7000 m3/an (consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000 m3/an dans le milieu + consommation sur le réseau d'alimentation en eau potable) ; une utilisation économe de l'eau est néanmoins mise en œuvre pour ces activités. 2) Pour les ICPE uniquement : celles dont les prélèvements sont déjà réduits au minimum (b).

Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, telles qu'un ordonnancement de la production. Pour les ICPE, des informations détaillées sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes et en particulier à l'adresse <https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/eau-r3762.html>

Constats :

Comme mentionné au point de contrôle précédent, l'exploitant a indiqué vouloir bénéficier du régime d'exemption "prélèvements réduits au minimum" et s'est engagé à constituer un plan de sobriété hydrique (PSH).

Les volumes déclarés au titre de l'année 2022 :

- prélèvement sur le réseau d'alimentation en eau potable (donnée Gerep) : 14 336 m³,
- volume rejeté dans le cours d'eau La Mare (donnée Gidaf) : 14 253 m³.

Au cours de la visite, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter le PSH prévu (il a en particulier expliqué avoir rencontré des difficultés de compatibilité avec le fichier mis à disposition sur le site internet de la DREAL).

En lien avec les items du PSH, les échanges tenus au cours de la visite ont permis de récolter les informations suivantes :

I - Diagnostic des consommations :

Le milieu de prélèvement est connu : réseau AEP.

Le volume général prélevé pour l'ensemble de l'atelier est connu et renseigné chaque année dans Gerep.

Le milieu de rejet est le cours d'eau La Mare (code masse d'eau FRGR0166).

Le volume rejeté est connu via l'autosurveillance réalisée au niveau du point de rejet de la station interne de traitement des eaux résiduaires.

Des schémas des réseaux permettent de localiser le compteur général d'arrivée d'eau, le compteur de rejet, les réseaux de collecte des effluents, les réseaux de recirculation des eaux recyclées et déminéralisées au niveau des lignes de traitement.

Des débitmètres sont positionnés au niveau de l'alimentation des fonctions de rinçage.

La notion de prélèvement net ne peut pas être retenue, les milieux de prélèvement et de rejet étant différents.

Les canalisations d'alimentation en eau au niveau des lignes sont repérées et permettent de distinguer :

- alimentation en AEP pour les bains de rinçage,
- alimentation en AEP pour la mise à niveau des bains,
- alimentation des rinçages en eau recyclée,
- alimentation des rinçages en eau déminéralisée.

Il n'existe pas de sous-compteurs (excepté au niveau de la ligne de chrome) ou dispositifs équivalents permettant à l'exploitant de connaître la répartition des flux d'eau au sein des différents ateliers (volume consommé par ligne, volumes recyclés, volume dédiés à d'autres usages, etc....).

Les schémas fournis ne représentent pas le réseau de distribution d'alimentation en eau potable et la répartition des flux au sein de l'entreprise.

II - Etat de l'art des économies d'eau :

Le calcul de l'eau consommée par fonction de rinçage a été présenté pour les années 2021 et 2022. Le résultat est respectivement de 5,8 et 6,0 l/m²/fdr. Ce résultat est inférieur à la valeur limite de 8 l/m²/fdr.

L'exploitant est conscient que ses activités relèvent du Bref STM dont les conclusions n'ont pas encore été publiées. Un travail d'analyse avec le Bref existant (2006) est toutefois à conduire pour comparer la

situation de l'entreprise aux meilleures techniques disponibles en matière d'économies d'eau.

III - Recensement des actions de réductions :

Les dispositions suivantes mises en places et permettant une réduction des consommations d'eau en fonctionnement courant ont été citées par l'exploitant :

- la grande majorité des canalisations sont aériennes, permettant rapidement une détection de fuite. Des canalisations enterrées sont en "double enveloppe" et une fuite pourrait être détectée au niveau d'un des regards situés aux extrémités,
- mise en place de débitmètres au niveau des bains de rinçage (action réalisée depuis environ 10 ans),
- asservissement des vannes d'alimentation des bains de rinçage à l'automate de pilotage des lignes (action réalisée progressivement depuis environ 10-15 ans),
- recyclage d'au moins 30 % des eaux après épuration interne pour alimenter certains bains de rinçage (notamment après dégraissage et décapage, mise en place progressive depuis environ 10 ans). D'après l'exploitant, le débit recyclé est de 1200 l/h et représenterait environ 6300 m³/an,
- certains rinçages des chaînes Zn et Ni/Cr fonctionnement en circuit fermé avec des "batteries d'eau déminéralisée". Les résines sont régénérées environ une fois par mois.

L'exploitant a évoqué une piste de réduction complémentaire : alimenter la cuve tampon d'eau AEP avec un certain pourcentage d'eaux issues de la STEP interne (pourcentage et durée à l'étude).

A ce stade, il n'a pas réellement identifié de pistes de réductions complémentaires à mettre en œuvre en situation de sécheresse (ce point est à travailler).

Non-conformité : L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter un PSH argumenté permettant de justifier que les prélèvements sont réduits au minimum.

Considérant toutefois que l'exploitant a mis en œuvre des mesures structurelles visant à réduire les consommations d'eau, il n'est pas proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).

Toutefois, il lui est demandé de réaliser le PSH qu'il s'est engagé à établir sous un délai maximum de 8 jours. A défaut, il ne pourra pas prétendre bénéficier du critère d'exemption demandé et devra respecter les mesures générales de réduction des prélèvements prévues par l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 18 avril 2023.

Le PSH devra être complété et argumenté de la façon la plus exhaustive possible, et devra dans tous les cas contenir les éléments correspondants à des "minimums requis" tel que cela est mentionné dans la présentation disponible sur le site internet de la DREAL (https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/202303-contenu_psh.pdf)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 8 jours

N° 3 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
<p>Constats :</p> <p>Selon les éléments présentés au cours de l'inspection, l'exploitant utilise au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport au prélèvement d'eau (recyclage des eaux après épuration par la STEP interne). Dans ces conditions, il n'est pas soumis aux dispositions de l'article 2-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restrictions, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement et la consommation d'eau des ICPE.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit veiller à intégrer dans son PSH les éléments justifiant du taux de recyclage des eaux issues de la STEP interne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite a permis de constater que des étiquetages sont présents sur les canalisations d'eau (eau déminéralisée, eau recyclée, AEP). Des schémas existent, principalement pour les eaux usées ou recyclées.</p>
<p>Non-conformité : L'exploitant doit établir un plan ou un schéma permettant d'identifier le cheminement de l'alimentation en eau des ateliers (<u>délai de mise en conformité : 8 jours</u>).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 8 jours

N° 5 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : Réseau public (avec cuve tampon pour s'assurer d'un débit instantané suffisant) : 20 000 m ³ /an
Constats : Les données extraites de la base de données Gerep depuis 2004 permettent de constater que le volume maximal annuel fixé n'a pas été dépassé (volume maximal prélevé : 17 600 m ³ en 2012, volume prélevé en 2022 : 14 336 m ³).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure débit prélevé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le système de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée doivent être vérifiés régulièrement et entretenus.</p> <p><u>Art 4.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2012 :</u></p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter les retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le compteur général de l'entreprise est accessible. L'exploitant le relève une fois par an et vérifie la concordance avec la facturation. Ces mesures ne sont pas formellement enregistrées sur un registre.</p> <p>Au cours de la visite, l'exploitant a présenté le principe de fonctionnement du réservoir de disconnection positionné en amont de l'alimentation en eau potable des lignes de traitement de surface. Le réservoir est alimenté en eau potable par un point eau, cette alimentation est asservie à un capteur de niveau haut positionné à un niveau inférieur de l'arrivée de la canalisation AEP (la détection entraîne la fermeture d'une électrovanne positionné sur la canalisation AEP, électrovanne normalement fermée).</p> <p>Le disconnecteur précédemment installé a été retiré, il entraînait une chute de pression trop importante pour le fonctionnement des lignes.</p> <p>Non-conformité : L'exploitant ne dispose pas d'un registre sur lequel sont reportés les relevés du compteur d'eau (délai de mise en conformité : 8 jours).</p>
<p>Observations :</p> <p>Le sujet de la vérification et de l'entretien du dispositif disconnection, en application du code de la santé publique, n'a pas été abordé au cours de la visite. Des dispositions sont fixées par l'arrêté ministériel du 10 septembre 2021 relatif à la protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions par retours d'eau</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 8 jours

N° 7 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure débit prélevé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : 1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;
Constats : Les milieux de prélèvement et de rejet sont connus de l'exploitant, ils devront être renseignés dans le PSH. L'exploitant relève le compteur général une fois par an. <u>Non-conformité :</u> La fréquence de relevé du compteur d'alimentation en eau potable par l'exploitant est inférieure à la fréquence prescrite (fréquence minimale mensuelle, le débit total prélevé étant inférieur à 100 m ³ /j selon les déclarations de l'exploitant, <u>délai de mise en conformité : 8 jours</u>).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 8 jours

N° 8 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des consommations / Rejet spécifique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« II. Le rejet spécifique d'eau n'excède pas 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.</p> <p>« Pour les opérations de décapage ou d'électrozingage de tôles ou de fils en continu, ce rejet spécifique n'excède pas 2 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.</p> <p>« L'exploitant calcule une fois par an le rejet spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées le mode de calcul du rejet spécifique, le résultat et les éléments justificatifs de ce calcul. Par défaut et à la demande de l'exploitant, le rejet spécifique peut être assimilé à la consommation spécifique, c'est-à-dire à la consommation d'eau liée à l'activité de traitement de surface. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le calcul de l'eau consommée par fonction de rinçage a été présenté pour les années 2021 et 2022. Le résultat est respectivement de 5,8 et 6,0 l/m²/fdr. Il est inférieur à la valeur limite de 8 l/m²/fdr.</p> <p>Ce calcul s'appuie sur le courant consommé pour les opérations d'électrolyse. Selon l'exploitant, le résultat serait majorant.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Sous un délai de 6 mois</u>, l'exploitant apportera des précisions sur la méthode de calcul mise en oeuvre, notamment comment est effectuée la conversion ampère - m².</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2019, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Respect des valeurs limites d'émissions</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats en concentration des dernières analyses d'autosurveillance ont été examinés :</p> <p>Paramètres soumis à fréquence journalière (dernière analyse le 26/07, en µg/l) :</p> <p>CrVI = 42 ; CN = 30</p> <p>Paramètres soumis à fréquence hebdomadaire (dernière analyse le 20/07, en µg/l) :</p> <p>Fe = 59 ; Zn = 802 ; Ni = 494 ; MES = 3790 ; Ag = 33 ; DCO = 127 ; CrIII = 178 ; Pb = 100 ; Al = 143 ; Cu = 479 ; Sn = 141.</p> <p>Ces résultats montrent le respect des valeurs limites fixées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet